

« Gilets jaunes » : 3ème journée de blocage au CFiP de Castres

Castres, le 30 novembre 2018

Solidaires Finances Publiques du côté des agents !

Aujourd'hui, pour le 3ème jour consécutif, le Centre des Finances Publiques de Castres est bloqué par des « gilets jaunes ». Ils étaient là tôt, dès 6h30, et en nombre.

Cette fois, la situation s'est réglée assez rapidement. Il n'était pas question que les collègues attendent sous la pluie une éventuelle décision préfectorale et une intervention des forces de l'ordre... d'autant qu'il n'y avait aucun policier présent ce matin. La Direction a donc donné l'autorisation aux agents de rentrer chez eux.

Mais que se passera-t-il lundi ?

En fonction des résultats de l'entrevue des « gilets jaunes » avec le Premier Ministre et des actions, manifestations qui auront lieu ce week-end, nous pouvons en effet nous attendre à une nouvelle tentative de blocage.

Soyons clairs. 84 % des français soutiennent le mouvement des « gilets jaunes ». Il est évident que ce soutien s'exprime aussi chez les agents des finances publiques. Bon nombre des revendications trouvent échos chez nous, notamment la question du pouvoir d'achat que nous ne cessons de perdre depuis 10 ans, ou celle du devenir des services publics et de leur implantation en milieu rural, alors que nos trésoreries ferment et que nos emplois sont supprimés.

Cela étant, même si nous comprenons bien que nous ne sommes pas la cible des « gilets jaunes », leur action visant le symbole que représente le CFiP dans leur colère du « ras-le-bol fiscal », il n'en reste pas moins que cette situation est usante. Chaque matin, nous nous retrouvons en effet pris entre ces manifestants et la police, à attendre la décision de la Direction. Pendant ce temps, le travail nous attend sur nos bureaux et s'entasse dans nos bannettes.

Alors, quand la Direction prévient que ça se passera autrement lundi... et nous demande de quel côté nous sommes (!), nous répondons, résolument : Solidaires Finances Publiques est du côté des agents ! Nous le répétons : les collègues ne veulent pas de la violence comme solution. Nous nous y opposons fermement. En conséquence, nous demandons qu'une solution préventive soit trouvée : ne serait-il pas plus simple de prévoir un dispositif pour empêcher le blocage ? Nous demandons également la présence de la Direction, lundi matin, à Castres, pour qu'ils se rendent compte par eux-même de la situation.